

Article paru dans *Le Monde*, 28-29 juin 2015.

## **La Corse est-elle le lieu d'une xénophobie spécifique ?**

Juin 2015, Prunelli di Fiumorbu, Haute-Corse : des parents d'élèves refusent que leurs enfants chantent en arabe un couplet de la chanson « Imagine » (John Lennon) pour la kermesse de fin d'année et menacent d'atteindre à son bon déroulement. Annulation de la Kermesse. Le jour d'après, on tague « arabi fora » et « lingua corsa » devant l'école. Retour de la question : la xénophobie recouvre-t-elle, oui ou non, en Corse, des formes spécifiques?

Ce fait divers me rappelle les premières recherches que j'ai entreprises en Corse sur les relations interethniques (2002) : ces relations entre des individus qui se pensent, sont pensés ou pensent les autres, comme membres de groupes différents du fait de leur origine ou appartenance culturelle (l'ethnique), réelle ou supposée, assignée ou revendiquée. Ces appartenances que tous les sociologues s'appliquent à montrer comme éminemment sociales, politiques et conjoncturelles.

En Corse, il y a une dizaine d'années, des Maghrébins et des Français d'origine maghrébine me disent qu'ils ne peuvent pas fréquenter des « filles corses » parce qu'ils « risquent leur vie », et, ce sont leurs mots, ou côtoyer certains lieux publics, ou bien encore qu'ils hésitent à s'installer « à leur compte » et préfèrent rester salarié ou journalier de crainte d'être (encore plus) rackettés (que les autres). Une jeune femme, d'origine marocaine, me dit même que, petite, elle pensait avoir été « punie » en étant « réincarnée dans la peau d'une Arabe ». Être « Maghrébin » en Corse, c'est être mis à l'écart par une série de dispositifs, des plus violents (l'action physique ou la « ratonnade ») aux plus symboliques (être désigné par des tags tels qu'« arabi fora »). Rien de très spécifique à la Corse, diraient certains. A ceci près, qu'ici, ces dispositifs peuvent aller chercher leur justification dans la défense du « peuple corse » et se distinguent par leur violence, devenue banale dans l'île, surtout quand il s'agit d'identité. Revenons à Prunelli. D'une part, des tags, qui mettent en lien langue corse et injonction d'exclure les « arabes », comme si la première était menacée par les seconds. De l'autre, une kermesse annulée par crainte que ça dégénère, comme souvent, en violences incontrôlables. Efficacité de l'argument identitaire, efficacité de la menace.

Doit-on voir là le signe d'un racisme débridé et spécifique ? J'y vois, pour ma part, les symptômes d'un phénomène plus complexe, produit des dérives locales d'une manipulation politique dangereuse de l'idée de « minorité » et des « potentialités oppressives » contenues dans tout nationalisme, comme écrirait Etienne Balibar.

Au centre de l'idéologie nationaliste corse, il y a l'idée selon laquelle le « peuple corse » formerait une minorité : un groupe opprimé, culturellement, politiquement et économiquement, par une majorité, incarnée par l'Etat français. Dès les années 1970, cette idée est articulée à la question identitaire et l'argument de la minorisation ethnique est placé au cœur de la rhétorique nationaliste. On parle sérieusement de « substitution ethnique », de « génocide », méthodiquement mis en place par l'Etat français dont le dessein serait de « faire disparaître » le « peuple corse ». Persécution contre les entreprises corses, aliénation de la terre, remplacement des fonctionnaires et des cadres corses par des Continentaux, « immigration continentale » et « étrangère » actives sont dénoncées. La « colonisation de peuplement », autrement dit l'installation de populations « allogènes », devient alors le cheval de bataille de la revendication nationale corse. Le nationalisme insulaire atteint ses formes les plus radicales à la création en 1976 du F.L.N.C. qui, en réponse à la supposée violence et raison d'Etat, institue la résistance armée comme moyen de lutte contre les « allogènes ».

Il est intéressant d'observer comment, en près de 40 ans, cette rhétorique de l'identité minorisée et menacée, et son cortège de logiques guerrières, est sortie du contexte strictement

nationaliste pour être manipulée à outrance. Et cela, sans aucun filtre critique, par une partie de la classe politique comme par des acteurs du débat public local, médias et intellectuels compris. A peine édulcorée, cette rhétorique est omniprésente dans le débat public, où elle a pris place comme une évidence, sans véritable opposition. Là où, dans d'autres sociétés, il y aurait probablement eu controverse.

Injustice sociale et dépossession culturelle forment les ressorts principaux d'un sentiment d'être minoritaire qui se diffuse au sein de la population : le majoritaire (Etat français), en niant les particularismes culturels du minoritaire (peuple corse), l'en déposséderait et mettrait en danger sa reproduction et donc sa survie. L'école est évidemment un lieu où cette anxiété se cristallise parce que le majoritaire y imposerait son histoire et sa langue. La région de Prunelli, dans la Plaine orientale, est par ailleurs, du point de vue de la formation de ce sentiment, emblématique : à partir des années 60, dans le sillage d'une politique publique française de mise en valeur de la région, elle est peuplée par des agriculteurs, dont la plupart sont rapatriés d'Algérie et dont la main-d'œuvre est quasi-exclusivement marocaine.

L'un des effets de cette mise en scène de l'identité corse comme menacée est de venir justifier l'exclusion, voire la violence envers les autres (du seul fait qu'ils soient autres), y compris les immigrés et leurs descendants, au nom d'un principe politique, celui du mal-être et de la survie d'un peuple. Dans cette perspective, oui, il y a spécificité locale. Au moins parce que les faits de Prunelli, comme ceux que j'observe depuis les années 2000, s'inscrivent et se nourrissent de cette histoire, faite de violence politico-identitaire. Il y a ici les signes de la dérive d'une société où l'identité est sacralisée par un nationalisme qui n'arrive pas à faire tenir ensemble les idées de peuple et de nation et à trouver les modalités d'épanouissement d'une identité ouverte et vivante.

Mais si le cas corse est, par certains aspects, spécifique, il est probablement aussi le symptôme d'un processus historique plus général qui se traduit par la percée des idéologies ethno-nationales. Celles qui défendent une vision identitaire et culturelle, voire religieuse, de la notion de peuple, qu'elles posent au fondement de la nation, souvent au détriment du partage de valeurs civiques et civiles.

**Liza Terrazoni**